



Paris, le 25 janvier 2021

Madame Frédérique Vidal
Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche et de l'Innovation
21, rue Descartes
75231 PARIS Cedex 05

Madame la ministre,

Le Sgen-CFDT, le SNPTES et l'UNSA Éducation représentent plus de la moitié des sièges au Comité technique ministériel de l'Enseignement supérieur et la Fage est la première organisation étudiante. Après les annonces du président de la République, nous vous demandons de nous recevoir en urgence afin que nous puissions échanger sur la situation des universités.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, la loi de programmation pluriannuelle pour la recherche ne permettra pas d'améliorer les conditions d'accueil de la jeunesse française dans les formations universitaires.

La crise sanitaire à laquelle nous faisons face depuis un an ne fait qu'accentuer les difficultés des établissements causées par un financement largement insuffisant depuis plus de 10 ans. À titre de rappel, entre 2012 et 2018, les effectifs étudiants ont augmenté dans les universités de presque 300 000 soit l'équivalent de dix universités de taille moyenne comme celle de Nice.

Alors que la loi ORE prévoyait un encadrement renforcé pour lutter contre l'échec dans le premier cycle, le taux d'encadrement des étudiants s'est dégradé. Ainsi, le nombre d'enseignants-chercheurs a dramatiquement diminué : la France a ainsi perdu 1108 maîtres de conférences et professeurs d'universités de 2012 à 2018.

Pour nos organisations, il est urgent de prévoir un plan de relance pour l'enseignement supérieur, qui donne aux établissements les moyens d'assurer un encadrement et un accompagnement accrus des étudiants toujours plus nombreux et qui permettent d'améliorer les conditions de travail des agents.

L'université française a besoin de plus d'enseignants-chercheurs, d'enseignants, de personnels administratifs et techniques d'appui à la pédagogie, de personnels des bibliothèques, de SCUIO, des CROUS, de santé, tuteurs, etc.

Il faut sortir d'une vision à court terme, car le coût social de l'échec des étudiants et de leur difficulté d'insertion professionnelle seront supérieurs au coût économique d'un plan de relance pour les missions d'enseignement et de formation des universités. Il faut permettre aux étudiants de se projeter dans un avenir possible, car il n'y a rien de pire qu'une jeunesse sans espoir.

Dans l'attente de pouvoir échanger rapidement avec vous, nous vous prions de croire, Madame la Ministre en notre profond attachement au service public d'enseignement supérieur et de recherche.

Franck LOUREIRO
Secrétaire général adjoint
Sgen-CFDT

Alain HALERE
Secrétaire général
SNPTES

Frédéric MARCHAND
Secrétaire général
UNSA EDUCATION

Paul MAYAUX
Président
La FAGE